

Paris le 6 octobre 2012
Déclaration de Cuba Si France

**Cuba et les Droits de l'Homme :
les Etats-Unis continuent d'imposer leur barbarie.**

Wayne S. Smith, ancien chef de la section des intérêts nord-américains à la Havane :

« La démocratie et les droits de l'homme ne nous intéressent que très peu. Nous utilisons simplement ces mots pour cacher nos véritables motifs. Si la démocratie et les droits de l'homme nous importaient, nos ennemis seraient l'Indonésie, la Turquie, le Pérou ou la Colombie, par exemple. Parce que la situation à Cuba, comparée à celle de ces pays-là et de la plupart des pays du monde, est paradisiaque. »

Felipe Perez Roque, ancien ministre cubain des Affaires étrangères :

« Pourquoi le gouvernement des Etats-Unis ne lève pas le blocus contre Cuba ? Je vais vous répondre : parce qu'il a peur. Il craint notre exemple. Il sait que s'il lève le blocus, le développement économique et social de Cuba sera vertigineux. Il sait que nous démontrerons, encore plus, les possibilités du socialisme cubain, les potentialités pas encore totalement déployées d'un pays sans discrimination d'aucun type, avec une justice sociale et des droits humains pour tous les citoyens et non pas pour quelques-uns seulement. »

Notre association **Cuba Si France** dont le Président d'honneur est le grand Dessinateur de Presse Georges Wolinski tient sa force de ses 4 000 membres. Depuis 30 ans que nous existons, par nos actions de solidarité, par les nombreux voyages de nos adhérents, par les échanges culturels et artistiques que nous organisons, nous avons parcouru l'île de long en large, traversé toutes ses provinces, visité villes et villages, dialogué avec un nombre incalculable de ses habitants y compris dans les contrées les plus reculées. C'est ainsi que nous pouvons témoigner que malgré 50 ans d'un blocus économique, commercial et financier criminel, unique au monde, et d'une violence quotidienne inouïe, malgré l'hostilité guerrière des Etats-Unis, ce petit pays du tiers-monde pacifique et courageux a su, avec une ténacité admirable, se débarrasser des terribles et honteuses atteintes aux droits de l'Homme que le régime de Batista soutenu par les E-U avait instaurées.

Depuis 52 ans la Révolution a radicalement tout changé à Cuba. Le peuple hautement éduqué le sait bien, lui qui jamais au grand jamais et dans son écrasante majorité n'a la moindre envie de revenir aux temps d'avant la Révolution. Malheureusement, il ne peut prétendre avoir atteint le niveau de développement qu'il aurait à coup sûr pu espérer si les E-U, du fait même que le peuple cubain a choisi une voie politique et sociétale différente, n'avaient pas volontairement étouffé son essor par les moyens les plus barbares, indignes d'un pays qui se dit civilisé. Ce sont les E-U qui devraient être condamnés, sans appel, car leurs exactions à l'encontre de Cuba relèvent d'un obscurantisme moyenâgeux, d'une haine farouche de l'autre et du refus caractériel de la différence, mais surtout d'une monstrueuse lâcheté pour un pays qui se veut le maître du monde, à des années-lumière donc d'une évolution humaniste.

Bien que les Etats-Unis persistent dans leur barbarie (mais sont-ils capables d'autre chose ?), Cuba au contraire, malgré les contraintes démentielles qu'on fait peser sur lui, poursuit résolument le développement d'une société hautement civilisée où les droits de l'Homme ne sont pas qu'une déclaration de bonnes intentions mais une réalité concrète. C'est cela la vérité ! Pas les

divagations inventées de toute pièce ou dramatiquement exagérées, régulièrement avancées par tous les médias et les "organisations" soumis aux intérêts des E-U, et qui n'ont pour objectif que de nuire à Cuba pour mieux l'abattre. En effet, c'est depuis des agences gouvernementales étatsuniennes comme l'USAID ou la NED et par l'intermédiaire d'une vingtaine d'organisations internationales que les E-U financent la contre-révolution sur le sol cubain qui reste pourtant extrêmement minoritaire à Cuba. Pas moins de 2,5 millions de dollars y sont consacrés chaque année... en pure perte !

Obama - dont l'administration donne aujourd'hui des leçons - en juin 2009, avait annoncé au Caire un "*nouveau départ*" avec le monde musulman mais aussi avec l'Amérique latine. Il n'a rien tenu de ces promesses. Au contraire, il a renoué avec les bonnes vieilles méthodes impérialistes, en se faisant complice notamment du coup d'Etat militaire au Honduras qui renversait Manuel Zelaya élu démocratiquement, puis 3 ans plus tard, du putsch fomenté au Paraguay pour destituer Fernando Lugo, tout en aggravant les tensions avec Cuba et le Venezuela.

C'est dans ce contexte d'une rare agressivité que Cuba persiste et signe dans la voie de l'humanisme qu'il s'est choisi dès les prémices de la Révolution.

Aujourd'hui, bon nombre des droits dont les Cubains profitent et qui leur sont assurés ne constituent qu'une chimère pour la plupart de la population mondiale, y compris une partie importante des États-Unis.

Le droit à l'éducation : Les enfants ? Certainement le bien le plus précieux du peuple cubain. Le respect de l'enfant est perceptible à tous les instants. Si les conditions de travail sont souvent difficiles, rien d'essentiel ne manque dans les écoles. Pas un enfant n'échappe à une scolarité totalement prise en charge par l'Etat. La télévision y est présente pour diffuser des programmes éducatifs adaptés à chaque classe. De même on trouve toujours un ordinateur dans la plus petite école car tous les enfants de Cuba bénéficient de cours d'informatique. L'analphabétisme a été éradiqué du territoire cubain dès le début des années 60 grâce à un travail d'une extraordinaire efficacité qui a produit la méthode "Yo Si Puedo". Ce programme, Cuba en a fait bénéficier plus de 4 millions de personnes dans le monde. Qui peut en dire autant ? Aux Etats-Unis, en 2003, le taux d'alphabétisation n'était encore que de 99%.

Le droit aux soins : C'est sans doute la réussite la plus accomplie. Comme le dit avec humour Georges Wolinski, "il ya plus de médecins que de malades à Cuba". Une manière de consacrer les efforts immenses accomplis par la Révolution en matière de santé publique. Chaque année, l'Etat y consacre plus de 5% de son PIB. Les "maisons des médecins" quadrillent le pays. L'accès aux soins gratuits est garanti à la campagne comme à la ville et sont d'un très haut niveau technique malgré la difficulté à s'approvisionner en médicaments et en matériel médical, due à l'embargo. Cuba a le taux de mortalité infantile le plus faible d'Amérique Latine, comparable à celui des pays les plus développés. Cuba dépense beaucoup moins pour la santé que la plupart des pays européens tout en faisant beaucoup mieux. Cela s'explique par une politique de prévention qui est l'une des plus efficaces au monde. Les E-U et les pays européens donneurs de leçons, qui dépensent beaucoup plus par habitant mais avec une efficience bien moindre, feraient mieux de s'en inspirer. En 50 années, Cuba, petit pays pauvre du Tiers-Monde a hissé son système de santé au niveau des meilleures nations dans ce domaine. Beaucoup de pays industrialisés pourraient envier Cuba.

José Juan Ortiz, représentant de l'UNICEF à Cuba déclare : « Il y a des millions d'enfants dans le monde qui sont exploités quotidiennement, qui n'iront jamais à l'école ; des millions de garçons et de filles qui n'ont même pas d'identité, qui n'existent pas car ils ne n'ont pas été recensés. **En raison de mon travail je me suis consacré dans tous les pays à enterrer des enfants cependant à Cuba je me consacre à jouer avec eux** ».

Tous les autres droits : Cuba a ratifié et appliqué toutes les conventions des droits de l'homme les plus importants. Dont, la Convention contre le racisme, la Convention contre la torture, la Convention sur les droits des enfants, la Convention sur les droits de la femme et la Convention sur les droits des personnes handicapées. la Convention internationale pour la protection des personnes contre les disparitions forcées. Cuba est un pays où pendant les 50 dernières années il n'y a eu ni un seul disparu, ni un seul torturé, ni même une seule exécution extrajudiciaire. Le gouvernement de Raul Castro a signé le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international sur les droits politiques et civiques. Ce fut d'ailleurs le premier engagement international du nouveau président cubain. Il suffit de se rendre sur le territoire cubain pour constater leur mise en application effective : l'accès à la culture pour chacun est garanti et quasiment gratuit, la justice est indépendante et la liberté individuelle respectée. Il n'y a pas de violences policières. On peut aisément le constater, le peuple cubain ne craint pas sa police contrairement aux délires de nos médias occidentaux sur le sujet. Ce qui n'est pas toléré et à juste titre comme partout ailleurs dans le monde, ce ne sont pas "les dissidents" si souvent invoqués par la presse occidentale et qui se résument à quelques individus mais ceux qui parmi eux, sont stipendiés par une organisation ou un pays ou étrangers pour accomplir leur dessein. Ce qui nous frappe en dialoguant avec n'importe quel citoyen cubain, c'est le peu d'importance qu'il accorde à ces fameux "dissidents". Tous vous diront qu'ils ne représentent pas grand chose et qu'ils vivent librement. Ils en sourient même car on peut facilement les rencontrer. La démocratie est une réalité à Cuba, une démocratie participative mais aussi représentative qui découle de sa culture et des idées du père de l'indépendance cubaine José Martí, mais réalisée par la Révolution. On vote bien plus à Cuba qu'en France par exemple et tous les élus sont révocables pendant leurs mandats. Personne ne prétend qu'à Cuba tout est parfait mais rien ne peut justifier un tel déchaînement de haine envers ce pays sinon la volonté de faire disparaître un exemple gênant pour les tenants du libéralisme.

Les 5 anti-terroristes cubains : Au niveau international, la présence de Cuba dans d'autres pays ne peut être associée qu'à l'action humanitaire de guérir et d'enseigner, contrairement à l'attitude ultra agressive et interventionniste des États-Unis qui continuent à faire des victimes innocentes parmi la population civile de nombreuses nations. Comment alors oser persister à inscrire Cuba sur la liste des pays qui soutiennent le terrorisme international ? C'est une ignominie de plus qui à elle seule décrédibilise les E-U. Car s'il ya un état qui devrait être inscrit sur cette liste noire, c'est bien la Floride devenue un repaire de terroristes anti-cubains notamment des plus sanglants et dont les préparatifs criminels avaient été débusqués et dénoncés par des agents anti-terroristes cubains infiltrés dans leur milieu à Miami. Le gouvernement des E-U, en guise de remerciements, les ont arrêtés et après un procès que toutes les instances internationales compétentes en la matière et tous les observateurs dignes de ce nom ont jugé inique, les ont condamnés à des peines ubuesques et jetés en prison dans l'isolement le plus complet. Depuis 14 ans déjà, ils y croupissent sans avoir rien renié de leur engagement anti-terroriste en faveur de Cuba, dans des conditions inhumaines en contradiction flagrante avec les droits de l'homme en la matière. Ce sont encore

une fois les E-U qui devraient de la part de l'ONU et ses instances observatrices des droits de l'Homme, être sur le banc des accusés, et certainement pas Cuba.

C'est la révolution, et elle seule, qui a permis au peuple cubain de jouir des droits protégés, par les pactes internationaux qu'elle a signés. Mais l'embargo et la politique d'hostilité et d'agression menée par Washington contre Cuba constituent le plus sérieux obstacle à la jouissance par le peuple cubain des droits protégés par les pactes. Ce sont en effet les E-U qui devraient faire l'objet d'une condamnation sans appel suivie des sanctions adaptées puisque délibérément, de manière systématique, en violation du droit international et contre toutes les décisions onusiennes quasi-unanimes les enjoignant de lever leur blocus assassin, ils persistent en ridiculisant l'ONU, à imposer leur comportement imbécile et barbare.

Cuba Si France demande aux instances de l'ONU chargées des Droits de l'Homme dans le monde, de déclarer Cuba, petit pays pacifique du Tiers-Monde, comme l'une des Nations où ces droits sont le mieux préservés et respectés et en même temps fustiger et condamner les E-U et ses suppôts à faire au moins aussi bien.

Cuba Si France